



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.563/4
du 16 décembre 2015

advies 58.563/4
van 16 december 2015

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
1^{er} avril 2003 fixant le statut
des membres du Corps
interfédéral de l'Inspection des
finances et modifiant l'arrêté
royal du 28 avril 1998 portant
organisation du Corps
interfédéral de l'Inspection des
finances et complétant son
annexe 2'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
1 april 2003 tot vaststelling van
het statuut van de leden van het
interfederaal Korps van de
Inspectie van financiën en tot
wijziging van het koninklijk
besluit van 28 april 1998 tot
organisatie van het
interfederaal Korps van de
Inspectie van financiën en tot
aanvulling van zijn bijlage 2'

Le 27 novembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre du Budget à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et complétant son annexe 2'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 décembre 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 décembre 2015.

*

Op 27 november 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Begroting verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot aanvulling van zijn bijlage 2'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 december 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 december 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Compte tenu de la modification de la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone' par la loi du 19 avril 2014, il y a lieu de modifier l'alinéa 2 et d'écrire « l'article 60 remplacé par la loi 19 avril 2014 » au lieu de « l'article 60bis inséré par la [loi du] 18 juillet 1990 ».
2. L'arrêté royal visé à l'alinéa 4 ne constitue pas la base juridique du projet et n'est pas modifié par celui-ci. L'alinéa 4 doit, dès lors, être omis.
3. Il n'y a pas lieu de viser à l'alinéa 6 un arrêté royal modifiant celui visé à l'alinéa 5 et qui est à nouveau modifié par le projet. La mention des modifications antérieures éventuelles des dispositions concernées résultera de la lecture des dispositions modificatives du projet ¹.
4. L'ordre des différents visas relatifs à l'accomplissement des formalités préalables sera revu afin de les citer dans l'ordre chronologique en commençant par la plus ancienne ².
5. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative',

« Chaque membre du Gouvernement procède, dans les conditions fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à l'analyse d'impact visée à l'article 5 des avant-projets de loi et des projets d'arrêtés royaux ou ministériels qui relèvent de sa compétence et pour lesquels l'intervention du Conseil des ministres est requise par une disposition légale ou réglementaire ».

Comme l'arrêté en projet doit être délibéré en Conseil des ministres, il doit en principe être soumis à cette formalité sauf qu'il entre, quant à son objet, dans la cause de dispense prévue par l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la même loi, à savoir l'autorégulation de l'autorité fédérale.

Il appartient ainsi à l'auteur du projet de faire état de ce motif d'exemption dans le préambule en vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

² *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

6. À l'alinéa 7, il n'y a pas lieu de viser au préambule le texte qui prescrit l'accomplissement de formalités préalables, si par ailleurs il est constaté dans le préambule qu'il est satisfait à ces prescriptions. L'alinéa 7 doit dès lors être omis.

7. À l'alinéa 18, il y a lieu d'assurer la concordance entre la version française et la version néerlandaise à l'instar du texte français.

8. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera modifié afin d'en indiquer le numéro ³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Dans la version française, il faut écrire « Article 1^{er} » au lieu de « Article premier ».

2. Il y a lieu de mentionner la précédente modification de l'annexe par l'arrêté royal du 14 novembre 2008 'complétant l'annexe 2 de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances' qui est toujours en vigueur ⁴.

3. L'annexe mentionne, outre des arrêtés royaux, un arrêté de l'administrateur délégué du SELOR et un arrêté ministériel. La disposition doit dès lors être adaptée au contenu de l'annexe.

L'article 110 en projet doit être adapté en conséquence.

4. Il y a lieu de rétablir la concordance entre les versions française et néerlandaise en omettant, dans la version française, le chiffre 1 puisque le projet ne comporte qu'une seule annexe.

5. La logique commande que l'article 1^{er}, qui concerne l'annexe, devienne l'antépénultième article du dispositif à la suite de l'observation formulée sous l'article 2.

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.1.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 113.

Article 2

Il convient de déplacer la disposition fixant l'entrée en vigueur à la fin de l'arrêté ⁵.

La même observation vaut pour l'article 3, § 4.

Compte tenu de la rétroactivité de la disposition en projet, il y a lieu d'écrire « produit ses effets ».

Article 3

1. Il paraît incohérent de prévoir à l'article 48, § 1^{er}, en projet, que les articles 13, 14, alinéa 1^{er}, 15 et 16 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale' s'appliquent aux inspecteurs des finances et de prescrire, par l'effet des modifications apportées à l'annexe 2 et à l'article 110 de l'arrêté modifié, que l'arrêté royal du 25 octobre 2013 s'applique en principe, dans toutes ses dispositions, aux inspecteurs des finances. L'article 110, en projet (tel que modifié par l'article 4), énonce en effet : « En dérogation à l'article 11 de l'arrêté organique et sous réserve des autres dispositions de l'arrêté organique et des dispositions du présent arrêté, sont applicables aux inspecteurs des finances, à leur date d'entrée en vigueur respective, [les dispositions statutaires et] les modifications apportées aux dispositions statutaires visées par les arrêtés royaux ou parties d'arrêtés royaux dont la liste figure dans l'annexe 2 au présent arrêté », laquelle liste, en vertu de la modification introduite par l'article 1^{er}, est appelée à faire mention de l'arrêté royal du 25 octobre 2013, sans préciser que seuls les articles 13, 14, alinéa 1^{er}, 15 et 16 de l'arrêté seraient applicables.

2. L'auteur du projet est invité à mieux exprimer l'articulation entre ces dispositions. Si la volonté est de rendre l'ensemble de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 applicable, il convient d'omettre l'article 48, § 1^{er}, de l'arrêté modifié, l'applicabilité de cet arrêté découlant de l'article 110, tel que modifié, et du fait que cet arrêté est repris dans la liste établie par l'annexe 2. De la sorte, il serait donné suite à la remarque figurant dans l'avis du Secrétaire d'État à la Fonction publique du 20 juin 2014 et relative à la non-applicabilité de l'article 17 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013. Si la volonté est de rendre applicables certains articles ou parties d'article de l'arrêté royal du 25 octobre 2013, il faut omettre cet arrêté royal de l'annexe (ou y reprendre ces précisions). Le cas échéant, l'article 17 sera ajouté aux articles visés ou, s'il n'est pas procédé à cet ajout, le rapport au Roi explicitera les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu de rendre cet article applicable aux inspecteurs des finances.

3. Compte tenu de la rétroactivité de la disposition en projet, il y a lieu d'écrire « produit ses effets ».

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 157, a).

Article 4

La modification en projet résulte de l'avis du 20 juin 2014 du Secrétaire d'État à la Fonction publique qui fait valoir :

« Dans un souci de clarté, j'attire cependant votre attention sur le fait que la rédaction de l'article 110 susmentionné devrait, afin de mieux coller à la réalité des choses, être adaptée ».

La volonté est de faire ressortir plus clairement de l'article 110 de l'arrêté modifié que sont applicables aux inspecteurs des finances non seulement les modifications introduites par les arrêtés ou parties d'arrêtés mentionnés en annexe 2, dont un certain nombre se donnent expressément pour objet de modifier d'autres arrêtés, mais également les arrêtés ou parties d'arrêtés mentionnés dans cette liste et qui ont pour objet de fixer de manière autonome un régime statutaire particulier.

En vue de concrétiser cette intention, il convient de modifier l'article 110 en prévoyant que les mots « les modifications apportées aux dispositions statutaires visées par les arrêtés royaux ou parties d'arrêtés royaux dont la liste figure dans l'annexe 2 au présent arrêté » y sont remplacés par les mots « les dispositions statutaires et les dispositions statutaires modificatives contenues dans les arrêtés et parties d'arrêtés dont la liste figure dans l'annexe 2 ».

Article 5

Dans le texte néerlandais, on écrira « Onze Minister van Begroting » au lieu de « Ons Minister van Begroting ».

ANNEXE

1. La version française de l'annexe est inaboutie. Elle comporte au moins les erreurs suivantes :

- a) à l'alinéa 5, il convient d'écrire « certains organismes publics fédéraux » à la fin de l'intitulé ;
- b) à l'alinéa 8, la référence à la Loterie Nationale sera omise ;
- c) à l'alinéa 11, le chiffre « 9 » sera remplacé par le nombre « 19 » ;
- d) à l'alinéa 17, les lettres « l'A.R. » seront remplacées par les mots « l'arrêté royal » ;
- e) aux alinéas 33 et 34, le mot « fédérale » manque.

2. Les arrêtés mentionnés aux alinéas 9 et 10 présentent la même dénomination complète, il faut leur ajouter entre parenthèses la date de la publication au *Moniteur belge* avec le numéro de page ⁶.

3. L'arrêté royal du 29 août 2009 'relatif aux formations certifiées', mentionné à l'alinéa 25, a cessé d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il est ainsi suggéré de commencer l'alinéa par les mots « Jusqu'au 31 décembre 2013 ».

4. À l'alinéa 46, il y a lieu de rétablir la concordance entre les deux versions puisque seule la version française précise que seulement les articles 2 et 3 sont applicables.

5. L'annexe en projet prévoit seulement la signature du Ministre du Budget alors qu'elle est soumise aux mêmes signature et contreseing que l'arrêté royal auquel elle est jointe ⁷.

*

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 27, *note de bas de page* 59.

⁷ *Ibid.*, recommandation, n° 172, e).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Gelet op de wijziging van de wet van 31 december 1983 ‘tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap’ bij de wet van 19 april 2014, moet in het tweede lid “artikel 60, vervangen bij de wet van 19 april 2014” worden geschreven in plaats van “artikel 60bis ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990”.

2. Het koninklijk besluit dat in het vierde lid wordt vermeld, vormt geen rechtsgrond voor het ontwerp en wordt evenmin door het ontwerp gewijzigd. Het vierde lid moet derhalve worden weggelaten.

3. In het zesde lid behoort niet te worden verwezen naar een koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit dat vermeld wordt in het vijfde lid, en dat nogmaals wordt gewijzigd door het ontwerp. Bij het lezen van de wijzigingsbepalingen van het ontwerp zal automatisch blijken welke wijzigingen daarin eventueel voorheen zijn aangebracht.¹

4. De verschillende aanhefverwijzingen betreffende de vervulling van de voorafgaande vormvereisten moeten anders worden gerangschikt: de vormvereisten moeten in chronologische volgorde worden weergegeven, te beginnen met het oudste.²

5. Krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’

“[voert e]lk regeringslid (...), volgens de voorwaarden die door de Koning zijn vastgelegd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in artikel 5 bedoelde impactanalyse uit van de voorontwerpen van wet en van de ontwerpen van koninklijke of ministeriële besluiten die onder zijn bevoegdheid vallen en waarvoor de tussenkomst van de Ministerraad is vereist door een wettelijke of reglementaire bepaling”.

Aangezien over het ontwerpbesluit in de Ministerraad overleg moet worden gepleegd, moet het ontwerp in principe aan dat vormvereiste voldoen, behalve indien de

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

² *Ibid.*, aanbeveling 34, b).

strekking ervan onder de vrijstellingsgrond valt waarin artikel 8, § 1, 4°, van dezelfde wet voorziet, te weten de autoregulering van de federale overheid.

De steller van het ontwerp moet die uitzonderingsgrond dus in de aanhef vermelden, krachtens artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

6. In het zevende lid van de aanhef, behoort niet te worden verwezen naar de tekst die de vervulling van de voorafgaande vormvereisten voorschrijft, indien daarenboven in de aanhef wordt vastgesteld dat aan die vormvereisten voldaan is. Het zevende lid moet dan ook worden weggelaten.

7. In het achttiende lid moet de Nederlandse tekst in overeenstemming worden gebracht met de Franse tekst.

8. In het lid betreffende het advies van de Raad van State moet het nummer van dat advies worden opgegeven.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de Franse tekst moet “Article 1^{er}” worden geschreven in plaats van “Article premier”.

2. Er moet melding gemaakt worden van de vorige, nog steeds geldende wijziging die in de bijlage is aangebracht bij het koninklijk besluit van 14 november 2008 ‘betreffende de aanvulling van bijlage 2 van het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën’.⁴

3. In de bijlage worden niet alleen koninklijke besluiten, maar ook een besluit van de afgevaardigd bestuurder van SELOR en een ministerieel besluit vermeld. De bepaling moet derhalve aan de inhoud van de bijlage worden aangepast.

Het ontworpen artikel 110 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

4. Met het oog op de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst moet in de Franse tekst het cijfer 1 worden weggelaten, aangezien het ontwerp niet meer dan één bijlage bevat.

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.1.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 113.

5. Ter wille van de logica en als gevolg van de opmerking over artikel 2, moet artikel 1, dat betrekking heeft op de bijlage, het op twee na laatste artikel van het dispositief worden.

Artikel 2

De bepaling die de inwerkingtreding regelt, moet naar het einde van het besluit worden verplaatst.⁵

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, § 4.

Gelet op de retroactiviteit van de ontworpen bepaling, moet “heeft uitwerking” worden geschreven.

Artikel 3

1. Het lijkt weinig samenhangend in het ontworpen artikel 48, § 1, te bepalen dat de artikelen 13, 14, eerste lid, 15 en 16 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ van toepassing zijn op de inspecteurs van Financiën, en te bepalen dat, als gevolg van de wijzigingen aangebracht in bijlage 2 en in artikel 110 van het besluit dat gewijzigd wordt, in principe al de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 op de inspecteurs van Financiën van toepassing zijn. Het ontworpen artikel 110 (zoals gewijzigd bij artikel 4) luidt immers als volgt: “In afwijking van artikel 11 van het organiek besluit en onder voorbehoud van de andere bepalingen van het organiek besluit en van de bepalingen van dit besluit, zijn [de statutaire bepalingen en] de wijzigingen aangebracht aan de statutaire bepalingen bedoeld in de koninklijke besluiten in bijlage 2 eveneens van toepassing op de inspecteurs van financiën op de datum van hun respectievelijke inwerkingtreding”. In die bijlage 2 moet krachtens de wijziging die bij artikel 1 wordt ingevoerd ook het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 worden vermeld, zonder de precisering dat alleen de artikelen 13, 14, eerste lid, 15 en 16 van het besluit toepasselijk zouden zijn.

2. De steller van het ontwerp moet de onderlinge verhouding tussen die bepalingen beter naar voren brengen. Indien het de bedoeling is dat het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 in zijn geheel toepasselijk is, moet artikel 48, § 1, weggelaten worden uit het besluit dat wordt gewijzigd aangezien uit het gewijzigde artikel 110 en uit het feit dat dat besluit in de lijst van bijlage 2 is opgenomen, blijkt dat het besluit toepasselijk is. Aldus zou gevolg gegeven worden aan de opmerking die de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken in zijn advies van 20 juni 2014 heeft gemaakt over het niet-toepassen van artikel 17 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013. Indien het de bedoeling is bepaalde artikelen of onderdelen van artikelen van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 toepasselijk te maken, moet dat koninklijk besluit uit de bijlage worden weggelaten (of moeten deze preciseringen in die bijlage worden vermeld). In voorkomend geval moet artikel 17 worden toegevoegd aan de lijst van de artikelen in kwestie,

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 157, a).

zo niet moet in het verslag aan de Koning uitdrukkelijk worden toegelicht waarom dat artikel niet toepasselijk behoort te worden gemaakt op de inspecteurs van Financiën.

3. Gelet op de retroactiviteit van de ontworpen bepaling, moet “heeft uitwerking” worden geschreven

Artikel 4

De ontworpen wijziging vloeit voort uit het advies van de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken van 20 juni 2014, die het volgende opmerkt:

“Dans un souci de clarté, j’attire cependant votre attention sur le fait que la rédaction de l’article 110 susmentionné devrait, afin de mieux coller à la réalité des choses, être adaptée”.

De bedoeling bestaat erin uit artikel 110 van het gewijzigde koninklijk besluit duidelijker naar voren te laten komen dat op de inspecteurs van Financiën niet enkel de wijzigingen van toepassing zijn die zijn aangebracht bij de besluiten of bij de delen van besluiten vermeld in bijlage 2, waarvan sommige er uitdrukkelijk toe strekken andere besluiten te wijzigen, maar ook de besluiten of de delen van besluiten die in die bijlage worden vermeld en die op zichzelf een bijzonder statutair stelsel beogen vast te stellen.

Om die bedoeling te concretiseren, moeten in artikel 110 de woorden “de wijzigingen aangebracht aan de statutaire bepalingen bedoeld in de koninklijke besluiten in bijlage 2” worden vervangen door de woorden “de statutaire bepalingen en de statutaire wijzigingsbepalingen vervat in de besluiten en de delen van besluiten die zijn opgenomen in de lijst van bijlage 2”.

Artikel 5

In de Nederlandse tekst schrijve men “Onze Minister van Begroting” in plaats van “Ons Minister van Begroting”.

BIJLAGE

1. De Franse tekst van de bijlage is niet af. Hij bevat minstens de volgende fouten:

a) in het vijfde lid moet op het eind van het opschrift “certains organismes publics fédéraux” worden geschreven;

b) in het achtste lid moet de verwijzing naar de Nationale Loterij vervallen;

c) in het elfde lid moet het cijfer “9” worden vervangen door het cijfer “19”;

d) in het zeventiende lid moeten de letters “l’A.R.” worden vervangen door de woorden “l’arrêté royal”;

e) in het drieëndertigste en het vierendertigste lid ontbreekt het woord “fédérale”.

2. De besluiten die in het negende en het tiende lid worden vermeld, hebben dezelfde volledige benaming. De datum van de bekendmaking van die besluiten in het *Belgisch Staatsblad*, met het nummer van de bladzijde, moet tussen haakjes worden toegevoegd.⁶

3. Het koninklijk besluit van 29 augustus 2009 ‘betreffende de gecertificeerde opleidingen’, dat in het vijfentwintigste lid wordt vermeld, is sinds 1 januari 2014 niet meer van kracht. Er wordt dan ook voorgesteld het lid te laten beginnen met de woorden “Tot 31 december 2013”.

4. In het zesenvestigste lid moeten de twee taalversies in overeenstemming worden gebracht, aangezien alleen in de Franse tekst wordt gepreciseerd dat slechts de artikelen 2 en 3 van toepassing zijn.

5. De ontworpen bijlage is enkel ondertekend door de minister van Begroting, terwijl dezelfde ondertekening en medeondertekening vereist zijn als in het koninklijk besluit waarbij de bijlage is gevoegd.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 27, voetnoot 59.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 172, e).